Tableau récapitulatif des prises en charge des frais de transport - Régime dérogatoire 2022/2023/2024

Types de frais de transport	Modalités de la prise en charge par l'employeur	Traitement fiscal et social
Frais d'abonnement à des transports publics	<p>Prise en charge obligatoire (à hauteur de 50%) des frais d'abonnements à des transports publics de personnes ou des services publics de location de vélos.</p> <p>Possibilité pour l'employeur de prendre en charge jusqu'à 75%.</p> <p>Cumul possible de cette prise en charge avec la prise en charge des frais liés à des véhicules automobiles et le forfait mobilités durables.</p>	<p>Exonération totale de cotisations et contributions sociales et d'impôt sur le revenu.</p> <p>En cas de cumul avec le forfait mobilités durables, l'exonération sociale et fiscale est limitée à 800 euros par an, déduction faite de la prise en charge par l'employeur de l'abonnement au titre des transports en commun.</p>
Forfait mobilités durables	<p>Prise en charge facultative, potentiellement sous la forme d'un titre-mobilité, des frais engagés par les salariés se déplaçant entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> • avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ; • en tant que conducteur ou passager en covoiturage • en transports publics de personnes (hors frais d'abonnement) ; • grâce à la location ou la mise à disposition, en libre-service, de véhicules avec ou sans station d'attache et accessibles sur la voie publique, à condition qu'ils soient équipés d'un moteur non thermique ou d'une assistance non thermique lorsqu'ils sont motorisés ; • grâce aux services d'autopartage, à condition que les véhicules mis à disposition soient des véhicules à faibles émissions. <p>Cumul possible avec la prise en charge des frais d'abonnements à des transports publics et avec les frais liés à des véhicules automobiles</p>	<p>Exonération de cotisations et contributions sociales et d'impôt sur le revenu dans la limite globale de 700 € par an (dont 400 € pour les frais de carburant).</p> <p>En cas de cumul avec la prise en charge des frais d'abonnement à des transports publics, l'exonération sociale et fiscale est limitée à 800 euros par an, déduction faite de la prise en charge par l'employeur de l'abonnement au titre des transports en commun.</p>
Frais liés à des véhicules automobiles	<p>Prise en charge facultative pour l'ensemble des salariés engageant des frais pour leurs déplacements domicile/ travail potentiellement sous la forme d'un titre-mobilité, des frais de carburant et des frais exposés pour l'alimentation de véhicules électriques, hybrides, rechargeables ou hydrogènes.</p> <p>Cumul possible avec la prise en charge des frais d'abonnement à des transports publics et le forfait mobilités durables.</p>	<p>En cas de cumul avec le forfait mobilités durables, l'exonération sociale et fiscale dans la limite globale de 700€ par an (dont 400€ pour les frais de carburant)</p>

Tableau récapitulatif des prises en charge des frais de transport		
Types de frais de transport	Modalités de la prise en charge par l'employeur	Traitement fiscal et social
Frais d'abonnement à des transports publics	<p>Prise en charge obligatoire (à hauteur de 50%) des frais d'abonnements à des transports publics de personnes ou des services publics de location de vélos.</p> <p>Non cumul de cette prise en charge avec la prise en charge des frais liés à des véhicules automobiles.</p> <p>Possible cumul avec le forfait mobilités durables.</p>	<p>Exonération totale de cotisations et contributions sociales et d'impôt sur le revenu.</p> <p>En cas de cumul avec le forfait mobilités durables, l'exonération sociale et fiscale est limitée à 800 euros par an, déduction faite de la prise en charge par l'employeur de l'abonnement au titre des transports en commun.</p>
Forfait mobilité durable	<p>Prise en charge facultative, potentiellement sous la forme d'un titre-mobilité, des frais engagés par les salariés se déplaçant entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> • avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ; • en tant que conducteur ou passager en covoiturage • en transports publics de personnes (hors frais d'abonnement) ; • grâce à la location ou la mise à disposition, en libre-service, de véhicules avec ou sans station d'attache et accessibles sur la voie publique, à condition qu'ils soient équipés d'un moteur non thermique ou d'une assistance non thermique lorsqu'ils sont motorisés ; • grâce aux services d'autopartage, à condition que les véhicules mis à disposition soient des véhicules à faibles émissions. <p>Cumul possible avec la prise en charge des frais d'abonnements à des transports publics et avec les frais liés à des véhicules automobiles</p>	<p>Exonération de cotisations et contributions sociales et d'impôt sur le revenu dans la limite globale de 500 € par an (200 € pour les frais de carburant).</p> <p>En cas de cumul avec la prise en charge des frais d'abonnement à des transports publics, l'exonération sociale et fiscale est limitée à 800 euros par an, déduction faite de la prise en charge par l'employeur de l'abonnement au titre des transports en commun.</p>
Frais liés à des véhicules automobiles	<p>Prise en charge facultative (dans certaines situations limitativement prévues par la loi), potentiellement sous la forme d'un titre-mobilité, des frais de carburant et des frais exposés pour l'alimentation de véhicules électriques, hybrides, rechargeables ou hydrogènes.</p> <p>Non cumul avec la prise en charge des frais d'abonnement à des transports publics. Cumul possible avec le forfait mobilité durable.</p>	<p>En cas de cumul avec le forfait mobilité durable, l'exonération sociale et fiscale dans la limite globale de 500€ par an (200€ pour les frais de carburant)</p>